

PENSER AVEC NGOMA BINDA LA RESTAURATION DE L'ÉTAT DE DROIT PAR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES CITOYENS EN RD CONGO

Introduction

**Joseph Innocent
NDJABBA LODDA,
(O.Carm)**
Chercheur de
l'Université de
Kisangani.
ndjosephinnocent@
gmail.com

La crise sociopolitique qui prévaut en République démocratique du Congo est un véritable paradoxe. Car, ainsi que cela est maintes fois répété, bien que le Congo soit immensément riche en ressources naturelles et humaines, il est aussi le pays qui possède l'une des populations les plus pauvres de la planète. En d'autres termes, plusieurs décennies après l'indépendance, l'on constate que ni l'or, ni le diamant, ni le cuivre, ni toutes les autres ressources naturelles n'ont aidé à améliorer les conditions de vie du peuple congolais.

Il est impérieux de déterminer les facteurs qui sont à la base de cette situation et de proposer des solutions susceptibles de permettre à la RD Congo de décoller.

Se basant sur la théorie ngomabindienne de la participation politique, la présente réflexion se propose de montrer que les systèmes politiques congolais ont une grande part de responsabilité dans la crise actuelle, et qu'il faut que chaque citoyen, gouverné et gouvernant, s'éduque à la praxis civique, c'est-à-dire, au respect inconditionnel de la loi.

I. À la source de la crise : l'inadéquation des systèmes politiques

D'aucuns pensent que l'actuelle situation sociopolitique de la République démocratique du Congo est tributaire des systèmes politiques non adéquats que le pays a adoptés depuis son accession à l'indépendance. Déjà, comme on peut le constater, l'indépendance en elle-même ne fut pas un « kairós »¹, une occasion opportune et favorable pour le peuple congolais de se placer sur la voie de meilleures

1 Ce mot indique, en grec, un événement tant attendu, une nouvelle ère pour un peuple, bref, une libération.

conditions de vie. En effet, différentes turbulences tragiques ont vite apparu, juste quelques jours après l'indépendance. Cette « indépendance malade », comme la qualifie Kā Mana, inaugura le début d'une longue période de crises institutionnelles, lesquelles ont presque atteint le paroxysme ces dernières années, avec des élections frauduleuses et un accroissement continu de l'appauvrissement de la population.

En effet, loin d'assumer consciencieusement le devoir de respect scrupuleux des droits des compatriotes, par l'amélioration de leurs conditions de vie, les différents leaders politiques qui se sont succédé, se sont employés à rechercher leurs propres intérêts, à travers un enrichissement personnel ultrarapide, au détriment de ceux du peuple qu'ils sont censés servir.

Ce comportement a naturellement dépolitisé ou, en tout cas, démoralisé le citoyen, qui ne peut désormais plus construire son avenir, ni prendre en mains son destin. Dans une situation où le citoyen est laissé à lui-même, dans l'insouciance totale des gouvernants, il est finalement voué à une vie précaire de débrouillardise continuelle, sans espoir de lendemains heureux ni pour lui, ni pour sa famille, ni pour sa patrie.

Par leurs innombrables détournements continuels irresponsables des biens et deniers publics de la nation, les gouvernants ont même fait de l'État un véritable bourreau, un terrible assassin impitoyable de ses propres enfants.

Cette manière de faire, qui ne respecte point l'ordre normal de gestion du pouvoir et qui refuse le contrôle ainsi que la sanction des méfaits, est à l'origine de l'entreprise de destruction systématique cynique de l'État de droit en République démocratique du Congo. La gestion politique issue des désordres de la postindépendance, de la violence des coups d'État et des élections copieusement frauduleuses s'est révélée de moins en moins efficace.

Si le Congo veut effectivement rentrer dans la sphère des nations dignes, respectables et respectées, la classe politique actuelle est appelée à entrer, impérativement, dans la dynamique de la bonne gouvernance, laquelle résulte principalement du respect absolu de la loi juste ainsi que des valeurs civiques et morales. C'est pourquoi, Ngoma Binda en appelle à la participation politique des citoyens, laquelle repose sur la formation politique, sur l'éducation civique et politique de tous, gouvernés et surtout gouvernants.

II. Participation politique des citoyens : un impératif pour l'État de droit en République démocratique du Congo

À lire Ngoma Binda², la participation politique paraît, dans ses écrits, comme étant plus une théorie politique qu'une philosophie politique. Sa portée politique renvoie de manière claire à un appel à une praxis adéquate des droits et devoirs civiques. Autrement dit, l'appel à la participation signifie que le citoyen est appelé à agir avec une conscience plus responsable, en faveur de sa patrie. Il est instamment convié à se mettre, décidément et avec toute l'énergie patriotique requise, au service de sa nation. Animal politique, ou social, selon la philosophie politique aristotélicienne, le citoyen n'a pas le droit de se mettre à la marge de la marche des affaires publiques de sa patrie³.

En cela, Ngoma Binda laisse entendre que personne ne doit se soustraire à la tâche collective de construction et de fonctionnement harmonieux de la nation. Où qu'il se trouve et quoi qu'il fasse, le citoyen doit jouer un certain rôle politique, lequel est, en fait, consubstantiel à l'être social qu'est l'homme. Tout agir politique, responsable ou non responsable, engage le destin de ceux qu'il concerne. Chaque citoyen doit donc apporter sa touche, positive, à la couleur rose du destin de la patrie. S'y soustraire rend l'individu d'une manière ou d'une autre responsable, en l'occurrence, de la crise politique ou sociale qui mine sa communauté d'existence.

Paul Valadier est clair à ce sujet quand il dit : « Un citoyen qui ne met pas en œuvre les ressources de la loi ou qui se désintéresse du ressort de sa commune, de sa région ou de son pays, parce que ses convictions l'en détournent, est responsable de ce qui a lieu, ou plutôt de ce qui n'a pas lieu »⁴. C'est cela aussi que Ngoma-Binda fait comprendre : « Plus grande et plus correcte est la participation politique du citoyen, plus grandes sont les chances de transparence, de bonne gestion, de paix et de progrès de la nation »⁵. C'est donc, pour le citoyen, un droit et aussi un devoir de s'occuper de la politique, en tant que celle-ci a pour vocation de permettre la marche harmonieuse de la société. Ignorer cette vocation politique, c'est nier sa propre existence sociale.

Malheureusement, de nombreux citoyens ignorent que c'est l'un de leurs devoirs absolus de se préoccuper de la bonne marche de leur société. Il est en effet étonnant de voir les gens qui pensent, même parmi de hautes personnalités du pays, que la politique c'est l'affaire de la seule classe politique. C'est là une attitude erronée. Tout citoyen doit y participer,

2 P. NGOMA BINDA, *La participation politique. Éthique Civique et Politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, 4^{ème} édition, Publication de l'Institut de Formation et d'Études Politiques, Kinshasa, 2020. C'est l'ouvrage principale à partir duquel se construit notre réflexion.

3 ARISTOTE, *Politique*, Nouvelle traduction par J. Tricot, Librairie Philosophique J. Vrin, Paris, 1982, p. 29.

4 P. VALADIER, *op. cit.*, p. 149.

5 P. NGOMA BINDA, *La participation politique. Éthique Civique et Politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, 4^{ème} édition, Publication de l'Institut de Formation et d'Études Politiques, Kinshasa, 2020, p. 21.

même de manière indirecte, mais en toute conscience et responsabilité. Ngoma Binda distingue en effet trois modes de participation politique : la participation directe (les élus et dirigeants politiques), la participation semi-directe (ex : la militance dans des regroupements politiques), et la participation indirecte (qui se réalise, par exemple, par les manifestations de réclamation de plus de justice pour les pauvres ou les personnes les plus défavorisées au sein de la nation).

Quand les citoyens tiennent à leur conscience de solidarité, sociale ou nationale, ils expriment par ce fait leur citoyenneté ; ils se rendent conscients, d'une manière forte et exacte, de leur responsabilité face à leur destin commun. Quand augmente la volonté de participation responsable à la vie de la cité, en vue de la bonne marche des affaires communes dans la cité, on est alors en face d'une preuve tangible que le peuple devient de plus en plus mature. C'est d'ailleurs la lutte que poursuit la théorie de la participation politique que Ngoma Binda a élaborée, d'excellente manière, dans un ouvrage remarquable⁶.

Mais, comment cette théorie peut-elle se comprendre, ou s'appliquer dans le contexte spécifique de notre pays ? Il me semble qu'en République démocratique du Congo, une correcte participation politique doit avant tout rechercher le changement des mentalités des citoyens, en les libérant des pratiques irrationnelles et immorales qui empêchent le pays de sortir de la crise. Il s'agit de libérer les esprits, en tournant les citoyens vers la pratique constante du civisme. Libérer les esprits, c'est amener les Congolais à cesser de penser que la solution aux problèmes de leur pays doit provenir des autres, spécialement des seuls dirigeants et, surtout, des « partenaires extérieurs », anciens colons devenus néo-colonisateurs mais constamment appelés au secours. Il est impératif d'éduquer les esprits, d'amener les Congolais à poser constamment des actes positifs, lesquels élèvent la nation.

Ngoma Binda insiste sur le fait que l'incivisme, synonyme de non-participation politique ou de participation négative, ne peut jamais construire une nation. La participation politique, positive, est indispensable pour les citoyens parce qu'elle est bénéfique pour tous. Par participation politique, il faut entendre « l'acte par lequel le citoyen assume et tente d'influencer, directement et indirectement, le cours des affaires publiques dans sa société »⁷. Il laisse ainsi entendre que, du plus haut sommet de l'État au plus humble des citoyens, ceux-ci doivent, par le respect de la loi, activement et civiquement œuvrer pour l'avènement et la permanence d'une société juste et fraternelle. Sachant que tout acte immoral ou toute décision délinquante conduit, parfois sans le savoir, à l'effondrement de l'État, de la patrie, il est urgent et impératif de redécouvrir le civisme comme condition sine qua non du décollage politique et du développement économique, social et culturel, de toute nation.

6 P. NGOMA BINDA, *Ibid*, p. 112.

7 P. NGOMA BINDA, *Ibid.*, p. 111.

Pour cela, il faut combattre l'incivisme sous toutes ses dimensions, spécialement dans le comportement de la classe dirigeante, lequel comportement est à la source d'énormes préjudices et de régression des conditions de vie de la population. Pour Ngoma Binda : « Aucune nation ne peut accéder au progrès et à la puissance, à la dignité et au bonheur réel et durable si elle s'éloigne de la pratique assidue du civisme »⁸. Le civisme est incontournable pour faire passer l'État de la situation actuelle d'incivisme généralisé à un *État de droit* digne de ce nom.

La vie civique des citoyens est une valeur noble et d'une importance inestimable dans la vie harmonieuse des individus et le progrès d'une nation. Ngoma Binda rend cette idée d'une excellente manière : « Chaque fois que nous oublions ou négligeons de nous conformer aux prescrits du civisme, nous laissons par le fait même, individuellement ou collectivement, se dissiper et mourir les chances de cohésion nationale, de prospérité, de grandeur, de gloire et d'honneur pour notre patrie, pour nos familles, nos enfants et nos petits-enfants, et cela, pour de nombreuses générations entières »⁹. Chacun est donc appelé à agir correctement et efficacement, à tout niveau où il se trouve et suivant ses capacités, compétences et responsabilités.

Quand la conscience du devoir de participation positive souffre d'insuffisance dans le chef des citoyens et, donc, lorsque le civisme est déficitaire au sein d'une société, il est automatiquement évident que toute la nation finit par sombrer dans la délinquance et l'autodestruction. Elle effrite et amoindrit les possibilités d'existence, de puissance et de vie heureuse de ses citoyens. En effet, même apparemment isolé, un comportement incivique a inévitablement des conséquences graves sur la nation entière, surtout lorsque ce comportement est le fait des plus hauts dirigeants de la nation. La pauvreté de la population congolaise s'est davantage généralisée au cours de ces dernières décennies (où pourtant le peuple a été amené à élire ses dirigeants !) parce que l'exemple d'incivisme, par les détournements et l'impunité continuels, « vient d'en haut », comme le déplorent certains observateurs attentifs de la scène politique congolaise.

Dans un État juste et bien gouverné, personne n'est autorisé, ni légalement ni moralement, à ternir l'image de la patrie en compromettant sa mission politique de service à la communauté. Agir ainsi serait, comme Laurent-Désiré Kabila, ancien Président de la République, ne cessait de le répéter, trahir sa nation¹⁰. « Ne jamais trahir la nation » signifie donc que seul peut s'engager dans la vie politique celui-là qui est épris d'esprit patriotique. Autrement dit, ne peut construire la nation que celui-là qui aime sa patrie. Car, comme le souligne encore Ngoma-Binda : « On s'engage

8 P. NGOMA BINDA, *La participation politique. Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, 4^{ème} édition, 2020, p. 5.

9 P. NGOMA BINDA, *Ibid.*, p. 5.

10 « Ne jamais trahir le Congo, ma patrie ! ». Au sens où l'entend Ngoma Binda (2020, p. 136) : « Quel qu'en soit le prix, jamais je ne ferai quoi que ce soit qui puisse affaiblir ou déshonorer mon pays... ».

dans la politique, parce qu'on est sûr qu'il est possible, et nécessaire, de faire triompher la justice, l'ordre et la joie de vivre pour tous au sein de la cité »¹¹. Il poursuit : « La volonté d'entrer en politique est d'ordre éthique : elle est désir et volonté forte de voir les choses changer, la situation s'améliorer et de voir les compatriotes sortir des conditions de vie épouvantables, humainement inacceptables »¹².

Il est indispensable que tout citoyen (principalement celui qui œuvre dans le secteur politique) fasse preuve d'une conscience morale et civique irréprochable. Quiconque manifeste une ambition malsaine d'accès à tout prix à l'espace politique doit en être empêché, pour éviter à la nation de subir les conséquences nuisibles de ses actes inciviques et antipatriotiques. Ngoma Binda est catégorique : « Aucun citoyen n'a le droit de laisser des individus moralement médiocres et intellectuellement brouillons diriger la destinée de toute la communauté nationale »¹³.

Cette conviction de Ngoma Binda rencontre le point de vue de Platon pour qui la science seule ne suffit pas pour exercer une activité politique. Pour accéder aux plus hautes fonctions au sein de la République, pense Platon, il n'est point absolument besoin de fournir la preuve de la science ou d'y avoir été préparé par de longs travaux. Un bon dirigeant, c'est avant tout celui en qui le peuple fait confiance, parce qu'il est à son service et s'acquitte de ce service avec un dévouement visible par tous les citoyens. C'est celui qui se dévoue pour la cause de son peuple.

Il va de soi qu'il ne s'agit pas de négliger la science comme une des qualités importantes et indispensables à la bonne gestion des affaires publiques ; il faut cependant reconnaître, avec Platon, qu'elle n'est pas au-dessus de tout. Le peuple ne vous fait pas confiance à cause de la connaissance scientifique ou intellectuelle, mais à cause du patriotisme, parce que vous faites ce qui rentre dans la ligne de ses attentes et espérances. Le dirigeant voulu et attendu par le peuple est celui-là qui, à la fois, résout avec intelligence et compétence les problèmes auxquels le peuple est confronté et, en même temps, fait preuve d'une conduite qui cadre avec les valeurs morales, civiques et sociales communément acceptées dans une communauté véritablement humaine. C'est lorsque le peuple voit en vous un homme doté de qualités morales et capable d'améliorer ses conditions de vie que vous êtes accepté comme un bon dirigeant¹⁴.

Le vœu de Ngoma Binda, qui est aussi le nôtre, est que tous s'éduquent à la pratique des valeurs morales, à la vie de bon sens, en cherchant à acquérir la culture civique et politique visant la bonne gouvernance. Pour réaliser cette préoccupation noble, l'État est appelé à mettre en place une

11 P. NGOMA BINDA, *La participation politique. Éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, 4^e édition, 2020, p. 115.

12 P. NGOMA BINDA, *Ibid.*, p. 115.

13 P. NGOMA BINDA, *Ibid.*, p. 116.

14 PLATON, *La République*, Flammarion, Paris, 1966, p. 51.

politique d'éducation civique et politique efficace, adéquate et performante, susceptible de forger une conscience morale, civique et politique responsable. Pour le dire avec l'ancien président américain F. Kennedy, un citoyen ayant ce profil éthique, civique et politique, ne cherchera pas à savoir d'abord ce que l'État lui doit mais, plutôt, ce qu'il doit à l'État. Ici s'exprime la priorité du devoir civique de l'individu sur le droit qu'il a à attendre de l'État, même s'il est vrai que l'État a aussi la toute première tâche, par les lois qu'il doit passer, d'inciter l'individu à une participation civique et politique saine et positive.

Voilà comment nous comprenons, sans être exhaustif, ce qui, selon Ngoma Binda, constitue la voie pour faire de l'État congolais un réel État de droit : un État où règnent les vertus de la justice, de l'égalité des droits et des chances de vie bonne pour tous, du respect des lois par tous, gouvernés et gouvernants, et de la bonne gouvernance politique fondée sur les valeurs de la rationalité et de l'éthique.

Conclusion

À travers la présente réflexion, j'ai eu pour intention d'aider à faire comprendre que la restauration de l'État de droit en République démocratique du Congo devra passer par une adéquate éducation civique et politique permanente des citoyens, les dirigés tout comme, et principalement, les dirigeants. Cette dernière est ce socle sur lequel doit se fonder l'émergence de la nation. Elle vise le bannissement, chez les citoyens, de la délinquance politique et civique, laquelle freine le développement de la société, et qui est à la base de multiples injustices ainsi que de divers maux.

Dans l'État congolais actuel caractérisé par la commission récurrente de graves méfaits de détournements continuels des deniers publics et de mauvaise gouvernance, l'éducation civique et politique s'avère à la fois incontournable et urgente. La nation a besoin de fils et filles qui doivent l'honorer, et non pas de ceux qui veulent l'affaiblir, la déshonorer et la détruire. Un vrai patriote, c'est celui qui donne du tonus au vivre-ensemble de ses compatriotes. Il respecte les lois du pays, pose des actes positifs, et œuvre pour que s'instaure un environnement sociopolitique qui respecte les droits humains. En ce sens, les guerres, les corruptions, les malversations financières, les détournements, et les phénomènes de groupes armés et autres actes criminels constituent, au sein d'une nation, une pure et simple délinquance civique qu'il faut combattre à tout prix.■